



Council of the
European Union

Brussels, 13 July 2022
(OR. en, fr)

11171/22

ENV 735
ENT 97
ONU 101
MI 558
WTO 130
CHIMIE 63
COMER 89

INFORMATION NOTE

From: General Secretariat of the Council

To: Delegations

Subject: Face-to-face segment of the fifteenth meeting of the Conference of the Parties to the Basel Convention on the Control of Transboundary Movements of Hazardous Wastes and Their Disposal (Geneva, 6 - 17 June 2022)

Face-to-face segment of the tenth meeting of the Conference of the Parties to the Rotterdam Convention on the Prior Informed Consent Procedure for Certain Hazardous Chemicals and Pesticides in International Trade (Geneva, 6 - 17 June 2022)

Face-to-face segment of the tenth meeting of the Conference of the Parties to the Stockholm Convention on Persistent Organic Pollutants (Geneva, 6 - 17 June 2022)

- Compilation of statements

Delegations will find in the [Annex](#), for information purposes, a compilation of statements as delivered at the abovementioned meetings (including at the joint session). Unless indicated otherwise, statements were delivered on behalf of the European Union and its Member States.

STATEMENTS DELIVERED AT THE JOINT SESSION

OPENING STATEMENT

Chers présidents, délégués, Mesdames, Messieurs,

L'Union européenne et ses Etats membres tiennent à remercier les Présidents des trois Conférences des Parties, les Bureaux respectifs et le Secrétariat pour leur travail afin d'organiser cette réunion. Nous sommes ravis d'être de retour à Genève malgré la pandémie de Covid-19.

La coopération multilatérale, fondée sur le respect mutuel, est essentielle pour relever les immenses défis environnementaux qui nous attendent. Dans ce contexte, nous exprimons notre profonde inquiétude et condamnons l'acte d'agression non provoqué et injustifié de la Russie contre l'Ukraine, avec la complicité de la Biélorussie. Cet acte viole grossièrement le droit international et la Charte des Nations Unies, et porte atteinte à la sécurité et à la stabilité internationale. Nous exigeons que la Russie cesse immédiatement ses actions militaires, retire toutes ses troupes de l'ensemble du territoire de l'Ukraine et respecte pleinement l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

L'Union européenne et ses États membres considèrent que la manière dont nous concevons, produisons et utilisons les produits et gérons les déchets doit devenir sans substances dangereuses et permettre d'éradiquer les émissions nocives.

Au début de cette année, nous avons appris que la limite planétaire de la pollution chimique avait été dépassée, devenant ainsi la cinquième des neuf limites que l'humanité ne respecte plus. Ce constat est alarmant : la pollution chimique met sérieusement en danger la stabilité des systèmes vivants. Nous savons également que, selon la commission Lancet, la pollution est actuellement responsable d'environ 9 millions de décès prématurés par an, soit un décès sur six dans le monde, ce qui en fait le plus grand facteur de risque environnemental de maladie et de décès prématuré.

Nos trois conventions - Bâle, Rotterdam et Stockholm - constituent un cadre juridique solide permettant de progresser en matière de production et de transport des substances et des déchets les plus dangereux. La création d'un panel scientifique et politique sur les produits chimiques, déchets et pollutions, décidée lors de l'ANUE 5 en février, contribuera à renforcer cette action pour progresser davantage dans la lutte contre la pollution à l'échelle internationale.

Lors de nos dernières réunions en 2019, la Convention de Bâle a pris une décision historique pour relever le défi des déchets plastiques. Lors de cette COP, nous pouvons faire un autre pas important, en prenant une décision pour réglementer le commerce mondial des déchets électroniques. L'Union européenne et ses Etats membres remercient les gouvernements du Ghana et de la Suisse d'avoir mis cette question à l'ordre du jour. Nous attendons avec impatience des discussions constructives et concluantes sur leur proposition. En ce qui concerne les déchets plastiques, nous pensons qu'avec le début des travaux sur un accord mondial sur le plastique, il est essentiel que cette COP adopte les directives techniques sur la gestion des déchets plastiques et montre que cette convention a un rôle clé à jouer pour lutter contre la pollution plastique mondiale.

Alors que la Convention de Bâle célèbre le 30e anniversaire de son entrée en vigueur, nous pensons également que le travail visant à renforcer sa mise en œuvre doit rester une priorité. L'Union européenne et ses Etats membres soutiendront l'amélioration de la mise en œuvre de la procédure de "consentement préalable en connaissance de cause". Ceci est indispensable pour s'assurer que les déchets puissent être transportés conformément à la Convention et envoyés dans des installations équipées pour les traiter de manière écologiquement rationnelle.

Concernant la convention de Rotterdam, l'Union européenne et ses Etats membres demandent à toutes les Parties d'accepter, lors de cette COP, l'inscription de toutes les substances qui figurent à l'ordre du jour, car elles répondent à tous les critères pertinents. Il est de notre responsabilité d'appliquer et de mettre pleinement en œuvre cette convention, afin qu'elle contribue au maximum aux objectifs globaux. Nous demandons à toutes les Parties de ne pas empêcher plus de 150 Parties de bénéficier du système d'échange d'informations de la Convention. Nous sommes préoccupés par la situation concernant l'inscription des substances et nous poursuivrons les efforts pour trouver des solutions acceptables pour toutes les Parties, y compris une éventuelle réforme de la Convention qui pourrait être adoptée lors de la prochaine COP.

Nous devons également adopter les amendements proposés à l'annexe A de la Convention de Stockholm afin de poursuivre l'élimination des polluants organiques persistants. Par ailleurs, les progrès concernant l'élimination mondiale de l'utilisation du DDT sont encourageants. Nous sommes également conscients de l'urgence à éliminer les polychlorobiphényles (*PCBs*). L'Union européenne et ses Etats membres s'engagent à respecter les délais fixés et à intensifier nos efforts dans ce défi majeur afin de soutenir les autres Parties.

Les mécanismes de conformité sont importants pour soutenir la mise en œuvre des conventions. Nous saluons le travail du comité de conformité de la convention de Bâle et attendons avec impatience le premier rapport du celui de Rotterdam. Nous espérons établir sans plus tarder un tel mécanisme pour la convention de Stockholm.

L'Union européenne et ses Etats membres se félicitent des messages clés présentés lors du segment de haut niveau à Stockholm la semaine dernière, qui identifient les possibilités de s'attaquer à la triple crise environnementale planétaire que sont la pollution, le changement climatique et la perte de la biodiversité en atteignant les objectifs des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm.

Nous espérons des discussions stimulantes au cours de ces deux semaines, afin d'aboutir à des progrès importants et un résultat satisfaisant dans le temps imparti.

Merci beaucoup!

TECHNICAL ASSISTANCE

BC Item 4(d); RC Item 5(e); SC Item 5(f)

L'Union européenne et ses États membres remercient le Secrétariat pour le travail entrepris et les documents y afférents.

De manière générale nous pouvons soutenir les projets de décisions, sous réserve de certains ajustements et clarifications.

L'Union européenne et ses États membres estiment que, comme les années précédentes, tous les points pertinents concernant l'assistance technique doivent être consolidés dans une seule décision (omnibus) pour chaque COP, afin d'avoir une vue d'ensemble appropriée des diverses questions interdépendantes et de pouvoir se concentrer sur les priorités pertinentes pour chaque COP.

L'Union européenne et ses États membres accueillent favorablement le plan d'assistance technique proposé pour la période 2022-2025. Nous estimons qu'il doit rester un document évolutif, régulièrement mis à jour en fonction des besoins des Parties, et qu'il doit être mis en œuvre sous réserve de la disponibilité des ressources et en coopération avec les acteurs concernés. Le suivi et l'évaluation des projets entrepris restent importants pour évaluer l'impact de la mise en œuvre du plan.

Les centres régionaux ont un rôle important à jouer pour soutenir les Parties dans leurs efforts pour respecter leurs obligations au titre des Conventions. L'Union européenne et ses États membres soutiennent une décision sur les centres régionaux qui soit simple, rationnelle et opérationnelle. A cet effet, il y a quelques points à clarifier concernant le statut de certains centres, notamment sur l'autorisation de signature au Secrétariat incluse dans le projet de décision sur les centres régionaux de Bâle. L'autorisation qui a déjà été donnée lors d'une COP précédente n'a pas besoin d'être répétée. C'est pourquoi nous suggérons de supprimer le paragraphe OP5 du projet de décision, l'autorisation ayant déjà été donnée au Secrétariat par la Conférence des Parties dans la décision BC-13/11.

Nous attendons avec intérêt la poursuite des discussions au sein d'un groupe de contact, afin d'aborder toutes ces questions dans une décision globale sur l'assistance technique au titre de chaque convention.

FINANCIAL RESOURCES

BC Item 4(f) / RC Item 5(f) / SC Item 5(g)

L'Union européenne et ses États membres remercient le Secrétariat pour les documents et le travail entrepris. Nous voudrions également remercier le Fonds pour l'environnement mondial et le Secrétariat du Programme spécial pour leurs rapports et leur travail visant à appuyer la mise en œuvre des Conventions. Nous nous félicitons, dans ce contexte, de la décision de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement, ANUE-5/7 sur la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets de prolonger la durée du programme spécial pour une période de cinq ans.

L'approche intégrée du financement de la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets reste essentielle. À cet égard, l'UE et ses États membres rappellent l'importance de ses trois éléments complémentaires pour répondre aux besoins de financement de toutes les parties.

Le soutien offert par le FEM, en tant que mécanisme financier de la Convention de Stockholm, doit également être souligné. À cet égard, nous nous félicitons qu'en avril 2022, une promesse conjointe de plus de 5 milliards de dollars américains par 29 pays ait été annoncée dans le cadre du processus de reconstitution du FEM-8. En conséquence, le financement du FEM augmentera de près de 30 % par rapport à son dernier cycle de fonctionnement de quatre ans. Nous sommes particulièrement heureux de voir que la part et le volume du domaine d'intervention des produits chimiques et des déchets augmenteront.

Nous notons également les besoins de financement importants identifiés pour aider les pays en développement à remplir leurs engagements liés à l'élimination des PCB et à atteindre les objectifs de 2025 et 2028. L'UE et ses États membres souhaitent souligner qu'au-delà des besoins de financement, nous serions heureux d'obtenir des informations supplémentaires de la part du Secrétariat sur les quantités de PCB à éliminer, les options techniques ainsi que les moyens de renforcer davantage la qualité des données, comme souligné dans le rapport d'évaluation des besoins. Nous aimerions également obtenir de plus amples informations de la part du Secrétariat du FEM sur les projets qui ont été menés concernant les PCB et les défis éventuels identifiés dans ce contexte, car nous notons que très peu de projets sur les PCB sont présentés au Conseil.

Nous attendons avec intérêt la poursuite des discussions au sein d'un groupe de contact.

COOPERATION AND COORDINATION WITH THE MINAMATA CONVENTION ON MERCURY

BC Item 5(a) / RC Item 6(a) / SC Item 6(a)

L'Union européenne et ses Etats membres remercient le Secrétariat pour leur rapport sur la coopération renforcée avec le secrétariat de Minamata.

Nous soutenons l'adoption d'une décision sur la coopération et la coordination avec le Secrétariat de la Convention de Minamata, qui contribuera à développer davantage la coopération afin de rendre le travail des quatre Conventions plus efficace.

Nous apprécions la création d'un groupe de travail conjoint entre les deux secrétariats et la Direction des produits chimiques et de la santé du PNUE, qui a poursuivi ses travaux pour développer des domaines spécifiques de coopération programmatique et a convenu d'un cadre commun de collaboration entre les trois entités.

En ce qui concerne les questions administratives, nous nous félicitons de la poursuite de la mise en œuvre des services partagés et de leur achat sur la base du recouvrement des coûts, conformément au programme de travail et au budget de chaque exercice biennal.

En ce qui concerne le projet de décision, nous aimerions proposer quelques changements pour refléter le travail déjà entrepris par le groupe de travail, et pour assurer la cohérence avec la récente décision adoptée par la COP4.2 à la Convention de Minamata en mars dernier.

Même ne sont que quelques légères modifications pour corriger le projet de décision initial, dans un souci de transparence, l'Union européenne, la Suisse, la Jordanie, le Ghana, la Norvège, le Mali et l'Uruguay ont soumis un CRP commun qui décrit les changements proposés au projet de décision.

Merci!

COOPERATION AND COORDINATION WITH OTHER ORGANIZATIONS

BC Item 5(b) / RC Item 6(b) / SC Item 6(b)

L'Union européenne et ses États membres remercient le Secrétariat pour le rapport sur la coopération et la coordination avec d'autres organisations internationales. Nous apprécions les efforts exhaustifs déployés par le Secrétariat.

Le renforcement de la coopération et de la coordination internationales, en particulier au sein du groupe des produits chimiques et des déchets, est aussi important que celui entre les trois Conventions. Il en est de même pour les organisations concernées par la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Il est essentiel que le Secrétariat BRS participe aux travaux du Comité intergouvernemental de négociation sur les plastiques et du Groupe de travail à composition non limitée sur le panel science-politique sur les produits chimiques, les déchets et la pollution lancé par l'UNEA-5.2. Le Secrétariat BRS pourra apporter son expertise, promouvoir la complémentarité entre les sujets et permettre d'éviter des doublons. La cohérence de la gouvernance environnementale mondiale est une priorité de longue date pour l'UE et ses États membres.

L'UE et ses États membres soutiennent également le travail du Secrétariat visant à promouvoir les synergies avec d'autres champs d'action, notamment la biodiversité et le changement climatique. C'est important pour promouvoir l'intégration et la transposition à plus grande échelle de la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets. C'est aussi une façon de démontrer la contribution des Conventions BRS aux politiques de durabilité plus larges.

Nous regrettons à cet égard que les conventions BRS n'aient pas encore été invitées à devenir participants du Programme inter-organisations pour la gestion rationnelle des produits chimiques et, par conséquent, nous estimons nécessaire de réitérer cette invitation.

Dans un souci de transparence et pour gagner du temps, l'Union européenne, la Suisse, la Jordanie, le Ghana, la Norvège, le Mali, l'Uruguay et le Pérou ont soumis un CRP commun qui décrit les changements proposés au projet de décision.

Merci beaucoup!

CLEARING HOUSE MECHANISM FOR INFORMATION EXCHANGE

BC Item 6(a) / RC Item 7(a) / SC Item 7(a)

L'Union européenne et ses États membres remercient le Secrétariat pour ses efforts dans la mise en œuvre du mécanisme d'échange d'informations commun. Nous prenons également note du plan de travail proposé pour l'exercice biennal 2022-2023.

Nous saluons le travail continu du Secrétariat pour renforcer les activités de coopération et de coordination dans le domaine de l'échange d'informations. Cela permet de garantir la complémentarité des activités et d'éviter la duplication des outils et des mécanismes, y compris avec le Secrétariat de la Convention de Minamata. Nous reconnaissons l'importance de ce mécanisme, tout en soulignant la nécessité de trouver un équilibre adéquat entre les ressources qui lui sont consacrées et le niveau d'ambition des activités envisagées.

A cet égard, nous estimons qu'il est important de donner la priorité aux activités récurrentes et mettre l'accent sur le maintien des systèmes existants. L'Union européenne et ses États membres soutiennent l'adoption du projet de décision proposé.

Merci!

MAINSTREAMING GENDER

BC Item 6(b) / RC Item 7(b) / SC Point 7(b)

L'Union européenne et ses États membres remercient le Secrétariat pour son rapport et son travail sur le Plan d'action sur le genre. Nous encourageons toutes les Parties et parties prenantes à s'engager dans l'intégration du genre dans la mise en œuvre des Conventions BRS. Nous reconnaissons la prévalence de l'inégalité entre les genres et la manière dont elle limite et façonne les conditions de vie des femmes, des hommes et des enfants. Nous sommes convaincus que l'égalité des genres à tous les niveaux est indispensable à la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable.

Merci!

SYNERGIES IN PREVENTING AND COMBATING ILLEGAL TRAFFIC AND TRADE IN HAZARDOUS CHEMICALS AND WASTES

BC Item 6(c) / RC Item 7(c) / SC Item 7(c)

L'Union européenne et ses États membres souhaitent exprimer leur soutien à cette décision sur le renforcement de la coopération dans la lutte contre le trafic et le commerce illicites de produits chimiques à tous les niveaux.

Dans le contexte des synergies entre les conventions de Bâle, de Rotterdam, de Stockholm et de la convention de Minamata, nous pensons également que les travaux menés au titre de ce point pourraient contribuer à atteindre les objectifs de la déclaration de Bali sur la lutte contre le commerce illégal du mercure, présentés lors de la COP4.2 à Bali en mars dernier.

Merci!

FROM SCIENCE TO ACTION

BC Item 6(d) / RC Item 7(d) / SC Item 7(d)

L'Union européenne et ses États membres remercient le Secrétariat pour son travail et son rapport sur cette question. Nous soutenons la décision proposée, et suggérons d'ajouter une référence spécifique à la résolution 5/8 de l'ANUE sur le futur panel science-politique afin de contribuer davantage à la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets et de prévenir la pollution.

PROGRAMME OF WORK AND BUDGET

BC Item 7; RC Item 8; SC Item 8

L'Union européenne et ses Etats membres remercient le Secrétariat pour avoir leur proposition de budget pour le biennium 2022-2023.

Nous sommes heureux que le budget intérimaire 2022 que nous avons adopté au segment virtuel de la COP il y un an permette au Secrétariat ainsi qu'aux Conventions à continuer leurs activités, et ce depuis le 31 décembre 2021.

Notre priorité aujourd'hui est d'adopter pour le biennium 2022-2023 un budget à la fois efficace et efficient et garantissant, grâce à une gestion saine et transparente du budget, la bonne réalisation des activités agréées par les Parties lors de cette Triple-COP ainsi que lors des précédentes Triple-COPs pour les années 2022 et 2023.

Nous souhaitons garder le budget 2022-2023 aussi proche de celui de 2020-2021 que possible afin de permettre la continuation des activités des Conventions.

De manière générale, nous soutenons le scénario du Secrétariat Exécutif pour le budget 2022-2023, et en particulier les augmentations proposées au sein du Fonds d'affectation spéciale général en ce qui concerne certaines activités centrales de la Convention, comme le Comité d'étude des produits chimiques de la Convention de Rotterdam et le Comité de contrôle du respect de la Convention de Rotterdam.

Toutefois, nous souhaitons discuter certaines propositions présentes dans le budget. En particulier, nous aimerions questionner la nécessité d'organiser une autre réunion du Groupe de travail à composition non-limitée de Bâle avant la COP16, dans la mesure où la prochaine Triple-COP aura lieu, déjà, en Mai 2023. Nous souhaitons aussi que les réunions des Bureaux individuels en 2023 se tiennent en ligne et donc que le scénario à croissance nominale zéro soit favorisé pour cette ligne budgétaire. Nous avons aussi des doutes sur les dotations en personnel, et en particulier sur la proposition du Secrétariat de financer par le Fonds d'affectation spéciale général un poste des Services Généraux actuellement financé par les dépenses d'appui au programme. De plus, nous souhaitons faire remarquer que le scénario à croissance nominale zéro fourni par le Secrétariat n'est pas réaliste, dans la mesure où ce dernier inclut le recrutement d'un P-2 à 50%, alors que le Secrétariat est actuellement en train de recruter un P-3 à 50%.

Nous apprécions le fait que la situation relative aux arriérés s'est améliorée en 2021 comparé à 2020. Cependant, nous sommes toujours préoccupés par ce sujet important qui doit être pris en charge puisque des niveaux élevés d'arriérés peuvent affecter le fonctionnement normal des trois Conventions.

En ce qui concerne les économies réalisées au sein du Fonds d'affectation spéciale général lors de la période de pandémie de la COVID-19 pour les trois Conventions, nous soutenons, comme exprimé dans notre réponse soumise au Secrétariat par voie écrite, l'approche générale de transférer les économies réalisées au Fonds d'affectation spéciale général de chaque Convention, afin que ces économies soient disponibles pour le prochain biennium.

Nous soutenons de manière générale les projets de décision mais souhaitons suggérer quelques changements dans certains paragraphes opérationnels. Nous pourrions avoir davantage de propositions sur ces projets de décisions plus tard au cours de ces deux semaines de négociations.

Nous nous réjouissons à l'avance de continuer les discussions dans un groupe de contact spécialement constitué sur ce sujet.

Merci.

CLOSING STATEMENT

Distinguished Presidents, Delegates, Ladies and Gentlemen,

The EU and its Member States thank the Secretariat for the preparation, organisation and its strong support during both parts of this Triple COP. We also thank the Presidents, and the Co-Chairs of the Contact Groups, for managing a broad, complex agenda in an excellent manner. Finally, we also want to express our gratitude to all Parties and Observers for their contributions to a lively debate on matters pertaining to the common good for us all.

Overall, our impression of this Triple COP has been very positive. For the most part, there has been a “consensus of the willing” to take matters forward for ourselves, our planet and future generations.

The EU and its Member States came to Geneva with the commitment, shared with other Parties to make progress in the implementation and effectiveness of the Conventions in a spirit of cooperation and openness.

Starting with the Basel COP, we are extremely happy that the COP agreed to include all e-waste under the control of the Convention and would again like to thank Switzerland and Ghana for their preparation and planning prior to submitting this proposal. This is an important step in addressing the challenges we face across the globe with international trade and management of e-waste. This also shows that the Basel Convention can evolve and that the COP can take the necessary progressive decisions to tackle growing environmental challenges. We also welcome the decision to start working on the improvement of the implementation of the PIC procedure.

We have also managed to update an impressive number of technical guidelines, giving state of the art advice for waste practitioners, authorities and civil society for the environmentally sound management of waste. Regarding plastic waste, we acknowledge the progress achieved on the technical guidelines but also recognise that more work is ahead of us. We are also pleased with the decision to tackle rubber and tyres wastes, which are an important source of microplastics and we welcome the ambitious programme of work on waste batteries.

Under the Stockholm Convention, we have successfully listed one new group of persistent organic pollutants under Annex A for global elimination without exemptions. The listing of PFHxS and its related substances is yet another step to control the risks associated with the PFAS group, the forever chemicals, whose effects on human health and the environment is a concern worldwide. The ban of these pollutants represents a significant step forward in the elimination and full substitution of very hazardous substances. In this context, we have also promoted that the substitution of those substances is made by better alternatives, and not with other PFAS with similar persistency and mobility. We are also pleased by the decision of the intersessional work on prospects to achieve a global phase-out of DDT, to be reviewed at the next COP.

Despite the lack of progress and diverging views on the establishment of a compliance mechanism under the Stockholm Convention, we hope that we will be able to engage further on this issue in a positive spirit during the next meeting of the Conference of the Parties.

We have listed two new chemicals under Annex III of the Rotterdam Convention, subjecting them to the PIC procedure, enabling countries to take an informed decision on whether to allow future imports of those chemicals in their territories. The PIC procedure also provides countries with information allowing them to enforce national law or otherwise ensure that adequate risk management measures can be taken for the safe use of those chemicals. Ultimately, the Rotterdam Convention is about shared responsibility.

However, we are deeply concerned that a few Parties continue to oppose the listing of five chemicals for which we already agreed at previous COPs that all requirements for listing are met and this, based on arguments or concerns that we cannot address under the Convention. The EU and its Member States emphasize that the listing of chemicals in Annex III according to the recommendations of the review committee of the Convention is critical for the effectiveness of the Rotterdam Convention. Consensus on these decisions is a cornerstone of the Rotterdam Convention. But when progress cannot be made otherwise, we have to engage in a profound reflection on the decision making process. The EU and its Member States are fully committed to participate to that discussion during the intersessional period so that we find long-term solutions at the next COP to the deadlock we have reached. Under the Rotterdam Convention, we also agreed on a programme of work for the Compliance Committee for the biennium 2022-2023, which will enable the Committee to start effectively its work.

The implementation of the Conventions requires a secretariat with the resources needed to perform its tasks; in other words, an adequate and affordable budget. The EU and its Member States welcome the outcome on the programme of work and budget, which, we believe, should satisfy all Parties.

We agreed on a Technical Assistance and Financial Mechanism plan that will be conducive to effectively implement the Conventions at all levels, by providing Parties with the necessary tools and assistance to improve implementation and enforcement. We regret however that the COP could not welcome the eight replenishment of the Global Environment Facility which contains a historically large increase of funding.

We hope that the generally constructive dialogue experienced at this Triple COP will serve as a catalyst to spark greater informal contacts between COPs to gain greater understanding of the issues we need to collectively address.

The European Union and its Member States are true believers in multilateral solutions being the way forward to address the huge environmental challenges ahead of us. We believe that a successful implementation of these three Conventions is fundamental to make progress towards the beyond 2020 goal and in the 2030 Agenda. We have also heard concerns by Parties, industry and civil society that the implementation and enforcement of the Conventions need to be strengthened and we are committed to working with all of you on these issues.

We think that after this Triple COP the Basel and Stockholm Conventions are in the position to work effectively and ultimately deliver on what they are set out to achieve. We look forward to achieving the same for the Rotterdam Convention. The EU and its Member States stand ready with this family of Parties, Observers, industry and civil society to resolve obstacles in order to achieve our common goal that chemicals are sustainably produced, traded and used, and waste is managed in a way, that will protect our people and our Planet.

Thank you.

**STATEMENTS DELIVERED AT THE TENTH MEETING OF THE CONFERENCE OF
THE PARTIES TO THE BASEL CONVENTION**

STRATEGIC ISSUES

BC Item 4(a)

Item 4(a)(i): Strategic framework

L'UE et ses États membres saluent le rapport sur l'évaluation finale du cadre stratégique pour la mise en œuvre de la convention de Bâle, qui donne un excellent aperçu des travaux menés dans le cadre de la mise en œuvre de la convention au cours de la dernière décennie, tant sur les réalisations que sur lacunes.

Selon nous, la priorité de la COP15 devrait être qu'elle prenne des mesures concrètes pour mettre en œuvre ces recommandations et ces conclusions, relevant ainsi les défis les plus urgents auxquels sont confrontées ses Parties. C'est notamment le cas lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre ou d'améliorer les législations nationales et le rapportage à la Convention. À cet égard, nous saluons le fait que bon nombre des recommandations sont reprises dans un certain nombre de points de l'ordre du jour de cette COP.

Par ailleurs, nous estimons qu'une question importante devrait être traitée en priorité, compte tenu de sa pertinence fondamentale pour le fonctionnement de la Convention. Il s'agit des défis fréquemment rencontrés par les Parties dans le traitement de la procédure de « consentement préalable en connaissance de cause » et les problèmes, résultant de ces défis, pour les mouvements transfrontières de déchets couverts par la Convention.

L'UE et ses États membres ont connu de sérieux problèmes causés par des retards significatifs liés au traitement des documents requis dans le cadre de la procédure de notification.

De nombreux pays en développement et territoires insulaires connaissent les mêmes difficultés lorsqu'ils tentent d'exporter des déchets dangereux vers des installations à l'étranger, ce qui entrave sérieusement la capacité d'assurer une gestion écologiquement saine de ces déchets.

Nous notons certes que plusieurs points à l'ordre du jour de notre réunion actuelle sont liés à cette question et que des travaux sont en cours (par exemple, la question de savoir si une interprétation commune de la signification de « État de transit » peut être convenue, les approches électroniques pour les documents de notification et mouvements, les travaux du comité *ICC* sur le transit, etc.).

Toutefois nous estimons qu'il est nécessaire d'aborder le fonctionnement de la procédure PIC de manière plus globale, ce qui, à notre avis, inclut les aspects susmentionnés mais peut également inclure de préciser le détail des étapes et des délais de procédure et d'autres aspects.

À cette fin, nous avons déposé le CRP 20 qui contient une proposition de lancer un processus de consultation intersessionnelle. Nous souhaiterions entendre les points de vue des autres parties sur cette question et sommes donc intéressés à discuter de ce CRP dans un groupe de contact.

En ce qui concerne le lancement d'un nouveau cadre stratégique ou d'une étude d'efficacité de la Convention, nous ne voyons pas cet exercice comme une priorité qui devrait mobiliser du temps et des ressources dès la COP15. Nous comprenons certes les mérites de cette initiative mais, en raison du programme de travail déjà chargé de la Convention, nous préférierions que ce travail soit engagé lors d'une COP ultérieure.

Item 4(a)(ii) Addressing the entry into force of the Ban Amendment

The EU and its Member States welcome the fact that the Basel Ban amendment finally entered into force in December 2019, which is an important development since the last COP of the Basel Convention.

The EU has been implementing the Basel ban amendment for many years already. We would encourage other Parties which have not done so yet to also ratify the amendment and implement its provisions, to ensure that no hazardous waste is shipped from OECD countries to non-OECD countries, where the wastes could generate serious harms to public health and the environment. Thank you.

Item 4(a)(iii) Development of guidelines for environmentally sound management

The EU and its MS thank the Secretariat and all those who have been involved in the preparation of this manual. We support its adoption at COP15.

Thank you.

SCIENTIFIC AND TECHNICAL MATTERS

BC Item 4(b)

Item 4(b)(i) Technical guidelines

Technical guidelines on POPs wastes

The EU and its MS would like to address some general issues at this stage, before the technical guidelines on POPs. We welcome the good progress and the hard work done on the various technical guidelines on the agenda of our meeting.

We look forward to productive discussions on these guidelines. We support the idea to have a discussion in a contact group for those guidelines for which issues need to be discussed, but also believe that this might not be necessary for those draft guidelines which have been recommended for adoption by OEWG12, namely the technical guidelines on incineration and the technical guidelines on mercury waste.

We would like to use this opportunity to raise a point linked to the next OEWG, which is referred to in the draft decision on technical guidelines and on other items. The EU and its MS consider that further discussion is needed whether OEWG13 should be held before COP 16 as the change in the pace of COP meetings due to the Covid pandemic will result in only 11 months of time available for intersessional work between COP 15 and COP 16.

To this extent, holding an OEWG before COP 16 would probably interfere with the intersessional work and could result in limited advancement of the work programme. We believe that holding OEWG 13 after COP 16 could result in more robust progress. We are interested in hearing the view of other Parties on this matter.

On the POPs Technical Guidelines:

The EU and its Member States wish to thank the Secretariat and the Small Intersessional Working Group for their excellent work on the technical guidelines.

The EU and its MS acknowledge also the very productive discussion held in Nairobi at OEWG 12 that allowed to progress and advance on many topics. As a result of this excellent preparatory work, the EU and its MS support the OEWG recommendation to use as the basis for this COP discussion the versions of the draft technical guidelines reflecting the outcome of OEWG 12.

The EU and its MS are pleased to express support for the adoption of the revised draft technical guidelines on PFOS/PFOA and on pesticides contained in documents UNEP/CHW/OEWG.12/INF/8/Rev.2 and UNEP/CHW/OEWG.12/INF/9/Rev.2

The EU and its MS also generally support the draft General technical guidelines provided in UNEP/CHW/OEWG.12/INF/7/Rev.2, with some remarks on a number of items and especially:

- low POP content value;
- new information provided on PFAS destruction in cement kilns;
- Paragraph 348 bis.

We are looking forward to the discussion in the contact group to resolve all remaining open points.

Technical guidelines on incineration on land and on specially engineered landfill

The EU and its Member States wish to thank the lead countries (Canada, Japan and Argentina), the Secretariat and the SIWG for the excellent work done so far, we would also like to acknowledge the good progresses achieved at OEWG 12.

The EU and its MS are pleased to express support for the adoption of technical guidelines on the environmentally sound incineration of hazardous wastes and other wastes as covered by disposal operations D10 and R1, as recommended by OEWG 12.

With regard the draft technical guidelines on specially engineered landfill (D5), we are supportive provided they will contain text addressing the two systems on the liner system, as outlined in Paragraph 55 in UNEP/CHW/OEWG.12/INF/12/Rev.2.

Finally, we would like raise a point in relation generally to technical guidelines which stems from a recommendation in the report on the evaluation of the strategic framework, namely “*Any Party concerned with the updating or translation of any Basel technical guideline should draw this to the attention of the Conference of the Parties*”. We do not think it is necessary to reflect this recommendation in COP decisions on technical guidelines. Instead, we think it could be reflected in the report of the meeting that any Party expressing interest in the updating or translation of any Basel technical guideline could draw this to the attention of the Conference of the Parties.

Thank you.

Technical guidelines on transboundary movements of electrical and electronic waste and used electrical and electronic equipment, in particular regarding the distinction between waste and non-waste under the Basel Convention

The issues around the trade and management of e-waste remain an issue of great importance to the EU and its Member States. A lot of excellent work has been done under the Basel Convention over many years to improve the control over transboundary movements of e-waste, and, with the proposal by the governments of Ghana and Switzerland, another important step can be taken in that regard.

The EU and its MS consider that the adoption of the technical guidelines on e-waste at COP 14 was a significant step forward in addressing the risks associated with unwanted imports of e-waste and the negative impacts on human health and the environment.

These guidelines have been used in practice and Parties have had the opportunity to share their experiences on their application. We think that more experiences with the guidelines should be gathered in order to properly assess any review of the guidelines in the future. We therefore see no immediate need for the Expert Working Group to continue its work and propose to disband the group. In line with this, we support option 1 in paragraph 2 of the proposed draft decision in document UNEP/CHW.15/6.

While we are proposing that the EWG does not continue its work, we also acknowledge that further efforts continue to be needed to properly implement the controls on the movement of e-waste, including identifying e-waste disguised as second hand equipment. We therefore strongly support the Basel Convention’s active pursuit of an ambitious agenda on e-waste. Excellent work has been done in that respect by the PACE partnership and its follow-up partnership, including through projects on the ground to improve the ESM of e-waste and we fully support the continuation of similar activities in the future.

Technical guidelines on hazardous waste physico-chemical treatment (D9) and biological treatment (D8)

In view of the current workload under the Convention and lack of expressed interest, the EU and its MS are not supporting the decision to include this item in the work programmes of OEWG 13. We would be open however to reflect in the report of the meeting to discuss at future COP (e.g. COP16) the inclusion of this item in the OEWG work programme.

Thank you.

Item 4(b)(ii) Classification and hazard characterization of wastes

The EU and its Member States would like to express their appreciation for the work carried out by the Secretariat and the report on the status of the work of the WCO on the Harmonized System related to the Basel Convention.

The Secretariat should continue its cooperation with the Harmonized System Committee and relevant subcommittees of the WCO in order to facilitate the inclusion of wastes covered by the Basel Convention in the Harmonized Commodity Description and Coding System and report on progress to COP16.

On the proposed draft decision (UNEP/CHW.15/7), the EU and its MS are supportive. We think that the references to the OEWG in the decision need further consideration.

Thank you.

Item 4(b)(iii) National reporting

L'UE et ses États membres saluent les actions visant à améliorer l'établissement de rapports par les Parties. Nous nous félicitons des travaux réalisés sur le projet d'orientations pratiques pour l'élaboration d'inventaires pour les déchets plastiques, les pesticides obsolètes, y compris les déchets de conteneurs de pesticides, les déchets de piles contenant du lithium, ainsi que sur les orientations pratiques révisées pour l'élaboration des inventaires de déchets de batteries au plomb et d'huiles usagées.

Nous sommes favorables au projet de décision, mais dans le paragraphe 1b relatif aux orientations pratiques pour l'élaboration des inventaires, nous souhaitons ajouter la référence aux orientations pratiques révisées pour l'élaboration des inventaires de déchets de batteries au plomb et d'huiles usagées.

Merci.

Item 4(b)(iv) Electronic approaches to the notification and movement documents

The EU and its Member States wish to thank the Secretariat for the work undertaken to promote the development and implementation of electronic approaches to the notification and movement of documents.

In the EU, we are currently working on the digitalisation of procedures for the shipment of waste and are interested to continue sharing our experiences in that respect with other Parties.

We see the technical work on electronic approaches as an essential part of the activities that need to be carried out to make sure that wastes can be shipped in accordance with the Convention and reach facilities equipped to treat them in an environmentally sound manner. It would also aid to improve their monitoring and add transparency.

We would also like to note that the references to the OEWG in the decision under paragraphs 5 and 7, letter c, might need further consideration.

Thank you.

Item 4(b)(v) Further consideration of plastic waste

The EU and its Member States thank the Secretariat for preparing the documents and would like to reaffirm their strong commitment and support to the wide range of activities, carried out by the Basel Convention, addressing plastic waste and plastic pollution.

The Basel Convention has a busy agenda to deliver on these activities and we believe that it is premature to launch an evaluation of the effectiveness of the measures that were just adopted or are still under development.

When it comes to launching new activities on plastic waste under the Convention, the EU and its Member States believe that it needs to be clear how such activities are linked to existing activities in the Convention and what are its objectives. It is also important to ensure consistency with other international initiatives designed to address plastic pollution, and especially the development of an international legally binding instrument on plastics.

In that respect, we see merits in the Convention starting a new work stream in evaluating the role of rubber and rubber waste in leakages to the environment, for instance through updating the Technical guidelines on used and waste pneumatic tyres, which were adopted by COP10 in 2011, and considering how to address leakages from other rubber sources than tyres, such as from artificial grass turf. We would be interested to discuss this issue with other Parties.

In view of these comments, we have suggestions to amend the proposed draft decision as laid down in document 15/10, which we would be pleased to present and discuss in a contact group, if so decided.

Item 4(b)(vi) Waste containing nanomaterials

L'UE et ses États membres souhaitent remercier le secrétariat pour ses efforts continus visant à collecter et compiler des informations sur les déchets contenant des nanomatériaux. Nous pensons que la COP devrait décider de continuer à sensibiliser les parties aux activités visant à résoudre les problèmes liés aux déchets contenant des nanomatériaux, y compris leur gestion.

Néanmoins, à ce stade, nous ne pouvons inclure la référence à l'OEWG dans les paragraphes 3.a et 3.c de cette décision, pour les mêmes raisons que lors du point 4(b)(ii) précédemment.

Merci.

LEGAL, COMPLIANCE AND GOVERNANCE MATTERS

BC Item 4(c)

Item 4(c)(i) Committee Administering the Mechanism for Promoting Implementation and Compliance

L'UE et ses États membres saluent l'important travail accompli par le Comité chargé d'administrer le Mécanisme visant à favoriser l'exécution et le respect des obligations depuis la dernière COP.

L'amélioration de la mise en œuvre de la Convention est une priorité pour l'UE et ses États membres. Le Comité joue un rôle déterminant à cet égard, notamment pour s'assurer que toutes les Parties disposent d'une législation adéquate, font rapport à la Convention de manière précise et en temps opportun et prennent des mesures pour lutter contre le trafic illégal de déchets.

Nous nous réjouissons que le Comité poursuive et intensifie ses activités à cet égard, conformément aux recommandations du rapport sur le cadre stratégique.

Le projet de décision déposé au titre du point 15/12/Rev.2 de l'ordre du jour est très complet. Nous sommes généralement favorables à cette décision.

Cependant nous aimerions discuter plus avant de certaines de ses dispositions dans un groupe de contact, notamment celles qui concernent les trois questions suivantes :

1. les modifications du mandat du Comité concernant les Parties qui n'ont pas soumis de rapport à la Convention depuis 2016,
2. le rôle du Comité dans l'examen des législations nationales, et
3. les modifications des termes de référence du Réseau ENFORCE.

Merci.

Item 4(c)(ii) Providing further legal clarity

[Intervention requested by President to present the EU proposal]

The EU and its member states wish to thank the Secretariat and the Expert Working Group for the important work done so far.

The proposal tabled by the EU to revise Annex IV and certain entries in Annexes II and IX has the following objectives:

- improve legal clarity;
- establish a common understanding and interpretation of the disposal operations;
- strengthen the implementation of the Convention;
- improve controls on transboundary movements of waste;
- facilitate the prevention of illegal shipments;
- support the environmentally sound management of waste at global level; and
- contribute to the transition towards a global circular economy.

It contains suggestions to amend the definition of recovery and non-recovery operations and includes as well changes to introduce the entries and the rationale for the different categories proposed.

This proposal builds on the work by Expert working group and aims to facilitate the discussion on the revision of annex IV at this meeting.

We are grateful for the comments received from other Parties on this proposal and look forward to discussing it in a contact group, together with the document from the expert working group.

[Second intervention on the discussion point]

The EU and its Member States wish to thank Switzerland and Ghana for tabling their proposal on amending the Annexes of the Convention relating to e-waste.

We would like to express our support of the EU and its MS for this proposal that places all e-waste under the controls of the Basel Convention. The proposal provides clear criteria for all Parties and operators wishing to trade e-waste and will considerably help addressing the challenges related to transboundary movements of e-waste and their management. The discussions held at OEWG12 on the text of the existing entries on e-waste were useful, and we believe these discussions and CRP 3 in relation to the proposal by Switzerland and Ghana will provide for an excellent basis for our work on e-waste at this meeting.

We look forward to a discussion on this proposal and the proposal submitted by the EU to amend Annex IV in a contact group.

Thank you.

Item 4(c)(iii) National legislation, notifications, enforcement of the Convention and efforts to combat illegal traffic

L'UE et ses États membres expriment leur appréciation sur les activités de mise en œuvre et d'application entreprises par le Secrétariat. Le trafic illicite de déchets est un problème très préoccupant et nous soutenons les efforts déployés par toutes les Parties et par le Secrétariat pour continuer à développer leurs activités afin de résoudre ce problème.

La coopération avec d'autres organisations internationales est essentielle et nous notons que cette question figure également dans la décision sur les « synergies dans la prévention et la lutte contre le trafic et le commerce illicites de produits chimiques et de déchets dangereux ». Il existe également des dispositions sur le trafic illégal dans la décision sur le Comité de conformité. Quelques ajustements semblent nécessaires pour assurer la cohérence entre ces différentes décisions.

Merci.

Item 4(c)(iv) Proposal by the Russian Federation to amend paragraph 2 of Article 6 of the Convention

The EU and its Member States do not support the proposal tabled by the Russian Federation.

The EU and its Member States consider that this proposal addresses only a specific aspect of the obligations under Article 6 of the Convention on the “prior informed consent” procedure and, therefore, does not address adequately the problems experienced by Parties in its implementation.

In addition, this proposal amounts to reopen the body of the Convention, which is disproportionate for the matter at stake, notably as it is a long process which requires the ratification of three-fourth of the Parties.

The EU and its Member States consider that there is no merit in discussing this proposal in a contact group.

BASEL CONVENTION PARTNERSHIP PROGRAMME

BC Item 4(e)

Follow-up partnership to PACE

L'UE et ses États membres peuvent soutenir les termes de référence révisés proposés et le programme de travail du partenariat, y compris le nouveau nom proposé.

Nous voyons une grande valeur dans les activités de ce partenariat, mais nous encourageons le groupe de travail à rester concentré sur le travail visant à relever les défis spécifiques liés aux équipements usagés et déchets inclus dans son champ d'application et à faire le meilleur usage des ressources limitées dont dispose le partenariat.

ENFORCE

Nous saluons les activités d'ENFORCE et appuyons la partie du projet de décision relative à ENFORCE, avec une demande concernant paragraphe 10 : de l'aligner avec le paragraphe similaire 19 de la décision 14/19.

Household waste partnership

En ce qui concerne le partenariat sur les déchets ménagers, nous avons un certain nombre de commentaires sur le projet de document d'orientation générale qui a été élaboré dans le cadre de ce partenariat. Comme indiqué dans nos observations précédentes, nous pensons que ce document devrait être harmonisé avec d'autres documents d'orientation et directives techniques élaborés ou en cours d'élaboration dans le cadre de la Convention de Bâle, et qu'il devrait éviter les doubles emplois avec ces autres documents d'orientation et directives techniques.

Compte tenu du nombre de commentaires, nous souhaiterions proposer de les discuter en Contact group. Nous sommes également à votre disposition pour envoyer nos commentaires par message électronique au Secrétariat.

Plastic waste partnership

En ce qui concerne le partenariat sur les déchets plastiques, l'UE et ses États membres saluent la richesse des activités qu'il a lancées. Nous appuyons la partie du projet de décision relative à ce partenariat, mais nous suggérons d'ajouter une référence aux programmes de travail de ses quatre groupes de projet, en ajoutant une note de bas de page indiquant où trouver ces programmes de travail.

WORK PROGRAMME OF THE OPEN-ENDED WORKING GROUP FOR THE PERIOD 2022–2023

BC Item 4(g)

L'UE et ses États membres estiment qu'il est nécessaire de poursuivre les discussions sur la question de savoir si le OEWG 13 doit se tenir avant la COP 16, car le changement de rythme des réunions de la COP en raison de la pandémie de Covid ne laissera que 11 mois de temps disponible pour les travaux intersessions entre la COP 15 et la COP. 16.

Dans cette mesure, la tenue d'un OEWG avant la COP 16 limitera les travaux intersessions et donc l'avancement du programme de travail.

Nous pensons que la tenue de l'OEWG 13 après la COP 16 pourrait entraîner des progrès plus solides et nous souhaitons connaître l'avis des autres Parties sur cette question.

**STATEMENTS DELIVERED AT THE TENTH MEETING OF THE CONFERENCE OF
THE PARTIES TO THE ROTTERDAM CONVENTION**

STATUS OF IMPLEMENTATION

RC Item 5(a)

The European Union and its Member States would like to thank the Secretariat for the report on the status of implementation of the Convention. We take note of that report.

We would like to welcome the new Parties to the Convention Algeria, Barbados, Grenada and Tuvalu and congratulate them for the decision to join our PIC family.

We encourage them to quickly nominate a DNA, if not yet done, and all Parties to keep the DNA contact details up-to-date as this are essential for the communication amongst Parties.

We would also like to thank the 6 countries that are not yet a Party to the Convention for voluntarily designating official contact points and designated national authorities. It will facilitate communication with non-Parties on trade in hazardous chemicals and let them benefit from voluntary measures adopted by Parties.

To support continued successful implementation of the Convention, the European Union and its Member States consider that a decision on implementation of the Convention as outlined in CRP12 should be adopted that addresses the crucial contribution of Parties and stakeholders. The text that we suggest in the CRP is taken from decisions RC7/2 and RC 9/1, so there is nothing new. We would like to highlight in the decision those areas where Parties and stakeholders play an important role for continued successful or even improved implementation of the Convention A repetition of the requests to the Secretariat already contained in decisions RC7/2 and RC 9/1 is in our view not needed, but a request to continue to implement them and to report on their implementation is deemed appropriate.

The positive developments and areas for improvement are as follows:

Regarding the submission of import responses, we are happy to see that the positive trend continues with an overall rate of 76% of submitted import responses and with 48 Parties submitting 600 new or revised import responses for the chemicals listed in Annex III to the Convention. Still, we would like to encourage all Parties to submit missing import responses since they are crucial for the protection from unwanted imports of dangerous chemicals.

Turning now to explicit consent requests that we apply without any time limit and not only to chemicals listed in Annex III but also to other hazardous chemicals, by requesting the explicit consent of importing countries prior to export. The response rate to requests for explicit consent was only 65%, which is regrettable since importing countries miss the opportunity to benefit from this exchange of information that offers them protection against unwanted imports of hazardous chemicals that are banned or severely restricted in the EU.

We would like to thank the Parties that have submitted 317 notifications of final regulatory action to ban or severely restrict a chemical and the Secretariat for carrying out the activities to increase the number of notifications and quality of such notifications. Despite the improvement of that number, the report shows that further efforts are needed by Parties and the Secretariat.

Such notifications of final regulatory action submitted by parties are the basis for the listing of further chemicals in Annex III. Since progress in adding chemicals to the PIC procedure has been very slow since the entry into force of the Convention, further efforts are needed to increase the number and quality of such notifications.

We call upon all Parties to submit as many notifications of final regulatory action as possible for the chemicals banned or severely restricted at national level.

We note that no proposals for the listing of Severely Hazardous Pesticide Formulations in Annex III have been submitted in the past years. Such proposals are equally important and we encourage developing countries to submit those proposals.

We see the submission of notifications of final regulatory actions and of proposals for listing of Severely Hazardous Pesticide Formulations as a priority for capacity building and would like to encourage continued efforts to broaden the use of webinars and online tools.

In this context, we would like to encourage all Parties to more actively use the final regulatory action evaluation toolkit and the IOMC toolbox, which are very useful tools.

We are ready to discuss the proposed decision further with you.

LISTING OF CHEMICALS IN ANNEX III

RC Item 5(b)

The European Union and its Member States agree to the confirmation of the appointment of the new experts designated for the Chemical Review Committee.

We would like to thank all outgoing experts for their input to the work of the Committee. Their contribution and dedication was a very important element in ensuring the successful work of the Committee.

We would also like to thank Ms. Nolozi Gwayi for the very good job she did when chairing the 15th, 16th and 17th meeting of the Chemical Review Committee.

The European Union and its Member States would also like to thank the Secretariat for holding the training workshops for new members of the Committee and support the request to the Secretariat to continue organising such workshops since we consider them very useful for the work of the Committee.

The European Union and its Member States would like to thank the Secretariat for all the activities carried out to improve participation, openness and transparency in the work of the Chemical Review Committee. We are confident that those activities will contribute to a better understanding of the Convention in general and in particular of the listing process.

The European Union and its Member States support in principle the adoption of the draft decision as outlined in document RC/COP.10/5. However, we do not support the third paragraph of that decision and prefer instead the alternative paragraph ALT3.

B.1 Acetochlor

Regarding Acetochlor, the European Union and its Member States would like to thank the Chemical Review Committee again for its work in reviewing the notifications submitted by 10 African Parties and the European Union and in producing the draft Decision Guidance Document.

The European Union strongly supports the inclusion of acetochlor in the PIC procedure. It is clear that the notified regulatory actions fully meet the criteria of Annex II.

We would like to recall that inclusion in Annex III means that the chemical will be subject to certain rules when traded internationally. A listing in the Rotterdam Convention does not in any way constitute an international ban or an invitation to Parties to restrict the use of the chemicals concerned.

In this context, we would like to remind the findings of a study that is available on the Convention website, which found that no conclusive evidence of an impact of listing on the price and the international trade in certain pesticides could be observed.

The European Union already applies a bilateral explicit consent procedure to exports of acetochlor to all countries and we would like to inform that this mechanism works well.

Since the availability of alternatives has been mentioned in past discussions on the listing, we suggest consulting the website of the Convention, where some information is made available. In addition, we propose contacting the local offices of the FAO for any assistance as regards identification of alternatives to hazardous pesticides.

B.2 Carbosulfan

The European Union and its Member States would like to thank the Chemical Review Committee again for its work in reviewing the notifications on carbosulfan submitted by the European Union and the eight African Parties and in producing the draft Decision Guidance Document.

The European Union strongly supports the inclusion of carbosulfan in the PIC procedure. It is clear that the notified regulatory actions fully meet the criteria of Annex II.

We would again like to recall that inclusion in Annex III means that the chemical will be subject to certain rules when traded internationally. A listing in the Rotterdam Convention does not in any way constitute an international ban or an invitation to Parties to restrict the use of the chemicals concerned.

In this context, we would like to remind the findings of a study that is available on the Convention website, which found that no conclusive evidence of an impact of listing on the price and the international trade in certain pesticides could be observed.

The European Union already applies a bilateral explicit consent procedure to exports of carbosulfan to all countries and we would like to inform that this mechanism works well.

Since the availability of alternatives has been mentioned in past discussions, we suggest consulting the website of the Convention, where some information is made available. In addition, we propose contacting the local offices of the FAO for any assistance as regards identification of alternatives to hazardous pesticides.

B.3 Chrysotile asbestos

The European Union and its Member States thank again the Chemical Review Committee for its work in producing the DGD.

The European Union strongly supports the inclusion of chrysotile asbestos in the PIC procedure. The COP has agreed at its 4th session that the notified regulatory actions fully meet the criteria of Annex II. The work of the Chemical Review Committee in this regard cannot be questioned and all the necessary procedures have been complied with.

We emphasise that chrysotile asbestos is not any different from other chemicals that qualify for inclusion. The name of the procedure is Prior Informed Consent in international trade. The very name shows that it is about communication in international trade, so inclusion in the procedure does not in any way constitute an international ban or an invitation to Parties to restrict its use. Parties will be free to decide whether or not to allow its use.

We would again like to recall that inclusion in Annex III means that the chemical will be subject to certain rules when traded internationally. A listing in the Rotterdam Convention does not in any way constitute an international ban or an invitation to Parties to restrict the use of chrysotile asbestos.

In the European Union, the use of chrysotile asbestos is still allowed until 1 July 2025 under specific conditions in diaphragms for electrolysis installations. Also the export of chrysotile asbestos is still allowed and an explicit consent procedure is applied before an export to any country is allowed. However, only 2 exports of articles containing chrysotile asbestos have taken place in the past 15 years.

Those countries that consider that chrysotile asbestos can be managed safely will be free to do so. Pretending otherwise to hamper the listing is harming the health of people in countries that are of the view that they cannot manage it safely. We are here to protect. Questioning the competence of more than 150 governments to make sensible decisions on the basis of scientific evidence undermines that objective. Those lobbying against listing must show how listing increases risk or reduces human health and welfare.

The European Union and its Member States want to highlight the positive outcome of the International Labour Conference. A decision on the inclusion of “safe and healthy working conditions” in the ILO’s framework of fundamental principles and rights at work was taken by that Conference (amendment to paragraph 2 of the ILO 1998 Declaration on Fundamental Principles and Rights at Work). This changes the status of occupational safety and health because all countries must comply with the core labour standards, whether they have ratified them or not, and the listing of chrysotile asbestos in the Rotterdam Convention could help countries to ensure safe and healthy working conditions through the Prior informed Consent Procedure.

B.4 Decabromodiphenyl ether

The European Union and its Member States would like to thank the Chemical Review Committee for its work in reviewing the notifications submitted by Canada, Japan and Norway and in producing the draft Decision Guidance Document.

The European Union strongly supports the inclusion of decabromodiphenyl ether in the PIC procedure. It is clear that the notified regulatory actions fully meet the criteria of Annex II. The listing will create synergies with the Stockholm Convention, where decaBDE is listed for global elimination with some time limited exemptions. The European Union will apply a bilateral explicit consent procedure to all exports of decaBDE very soon from July 2022.

B.5 Fenthion 640 ULV

The European Union and its Member States would like to thank again Chad for preparing and submitting the proposal for the listing of a severely hazardous pesticide formulation, fenthion 640 ULV.

We also thank again the Chemical Review Committee for its work in reviewing the proposal and in producing the draft Decision Guidance Document.

The European Union strongly supports the inclusion of fenthion (ultra low volume (ULV) formulations at or above 640 g active ingredient/L) in the PIC procedure. It is clear that the proposal fully meets the criteria of Annex IV.

We would again like to recall that inclusion in Annex III means that the chemical will be subject to certain rules when traded internationally. A listing in the Rotterdam Convention does not in any way constitute an international ban or an invitation to Parties to restrict the use of the chemicals concerned.

The European Union already applies a bilateral explicit consent procedure to exports of fenthion to all countries and we would like to inform that this mechanism works well.

B.6 Liquid formulations containing paraquat dichloride

The European Union and its Member States would like to thank again Burkina Faso for preparing and submitting a proposal for the listing of a severely hazardous pesticide formulation, Gramoxone Super, which contains paraquat.

We would also like to thank again the Chemical Review Committee for its work in reviewing the proposal and in producing the draft Decision Guidance Document.

The European Union strongly supports the inclusion of liquid formulations containing paraquat dichloride in the PIC procedure. It is clear that the proposal for listing of liquid formulations containing paraquat dichloride fully meets the criteria of Annex IV.

We would again like to recall that inclusion in Annex III means that the chemical will be subject to certain rules when traded internationally. A listing in the Rotterdam Convention does not in any way constitute an international ban or an invitation to Parties to restrict the use of the chemicals concerned.

In this context, we would like to remind the findings of a study that is available on the Convention website, which found that no conclusive evidence of an impact of listing on the price and the international trade in certain pesticides could be observed.

The European Union already applies a bilateral explicit consent procedure to exports of paraquat to all countries and we would like to inform that this mechanism works well.

Since the availability of alternatives has been mentioned in past discussions, we suggest consulting the website of the Convention, where some information is made available. In addition, we propose contacting the local offices of the FAO for any assistance as regards identification of alternatives to hazardous pesticides.

B.7 PFOA, its salts and PFOA-related compounds

The European Union and its Member States would like to thank the Chemical Review Committee for its work in reviewing the notifications submitted by Canada and Norway and in producing the draft Decision Guidance Document.

The European Union strongly supports the inclusion of PFOA, its salts and PFOA-related compounds in the PIC procedure. It is clear that the notified regulatory actions fully meet the criteria of Annex II. The listing will create synergies with the Stockholm Convention, where PFOA, its salts and PFOA related compounds is listed for global elimination with some time limited exemptions. The European Union will apply a bilateral explicit consent procedure to exports to all countries very soon from July 2022.

The European Union supports a request to the Secretariat to prepare, in consultation with the CRC, an indicative list of PFOA, its salts and PFOA-related compounds, make it available on the website of the Convention and update it periodically. A basis for that list could be the indicative list that has already been developed in 2019 under the Stockholm Convention after the listing of PFOA, its salts and PFOA-related compounds.

ENHANCING THE EFFECTIVENESS OF THE CONVENTION

RC Item 5(c)

The European Union and its Member States would like to thank the Secretariat for the work to increase transparency and train Parties on processes and mechanisms under the Convention, including the development of guidance and tools to improve engagement in all Convention processes.

We welcome the dissemination strategy developed by the Secretariat, which contains a number of actions that are expected to further improve the information on the functioning of the Convention, the transmission of that information to stakeholders and the involvement of a broader target audience in particular in national processes to implement the Convention and to improve chemicals management.

We support in principle the decision suggested by the Secretariat in document RC/COP.10/13, but suggest some amendments as outlined in CRP11. The amendments aim at informing the next COP on the implementation of the dissemination strategy and specify certain information that should be addressed in the activities carried out by the Secretariat.

The European Union and its Member States thank the proponent Parties for their proposal to amend Article 16 of the Rotterdam Convention, which we have read and considered with interest.

We believe that relevant and effective decisions have already been taken in various fora to foster the provision of technical and financial assistance for implementation of the Rotterdam Convention.

In line with decision RC-7/8, it should be recalled that the support provided to countries by the Global Environment Facility already takes into account, subject to its mandate, possible relevant aspects of the Rotterdam Convention within the revised focal area for chemicals and waste.

Furthermore, the European Union and its Member States would like to underline that the Special Programme has been set up to support institutional strengthening and capacity building in developing countries. We are committed to continue supporting the work of that programme.

We remain committed to support developing countries in accordance with the provisions of the Rotterdam Convention and relevant COP decisions on the implementation of the integrated approach to financing.

The proposed amendment, in our view, will not bring added value. In addition, the amendment will not be in line with the mandate and procedures of the GEF and would therefore require amendments to the GEF.

In view of these considerations, we believe that is important to focus at present on making full and efficient use of existing instruments in implementation of the integrated approach to financing.
Thank you!

**STATEMENTS DELIVERED AT THE TENTH MEETING OF THE CONFERENCE OF
THE PARTIES TO THE STOCKHOLM CONVENTION**

**MEASURES TO REDUCE OR ELIMINATE RELEASES FROM INTENTIONAL
PRODUCTION AND USE**

SC Item 5(a)

Item 5(a)(i): Exemptions

The European Union and its Member States would like to thank the Secretariat for the report on implementation of specific exemptions and acceptable purposes and other exemptions. We can support the adoption of a decision as outlined in document POPS/COP.10/4.

Item 5(a)(ii): DDT

The European Union and its Member States would like to thank the DDT Expert Group for their work to date as well as for their recommendations, which recognise the continued need for DDT for indoor residual spraying in specific settings for malaria vector control. At the same time, they also recognise that the global vector control landscape and conditions for decision making on the use of DDT have recently changed.

In view of these positive developments and the negative impacts on human health and the environment of exposure to DDT and the availability of a number of viable alternatives, we welcome the recommendations towards supporting a focused phasing out of DDT.

To this effect, we support the proposal to do further intersessional work on the prospect of the phase out of DDT for those parties that are in the DDT register and to report on that work to the COP at its 11th meeting.

We also support the proposal of the DDT expert group to delete the possibility for Parties that are not listed in the DDT register to use the exemption provided by the third paragraph of Part II of Annex B to the Convention. Therefore, we would support the deletion of that paragraph.

We agree to the recommendation of the experts on the interval of the DDT reporting, which should be changed to a two-year reporting cycle to be better aligned with other reporting obligations.

In conclusion, the European Union and its Member States support the decision proposed by the Secretariat in document POPS/COP.10/5. However, we suggest amendments to paragraphs 3 and 5(b) as outlined in CRP 7, with two caveats: We will change the proposal in paragraph 3 from “request” to “urge”; and we withdraw the proposed paragraph fourteen for procedural reasons, as the request for amendment of annexes has to be submitted by Parties and cannot be done by the Secretariat.

Item 5(a)(iii): Polychlorinated biphenyls

The European Union and its Member States would like to thank UNEP, the PCB Elimination Network, the Small Intersessional Working Group and the Secretariat for their work and for the reports.

We would like to reiterate the Convention's objective regarding PCBs, which is to eliminate the use of PCBs in equipment by 2025 and make determined efforts to destroy liquids and equipment with PCBs by 2028. The European Union has internal legislation on PCBs since 1976 and has made significant progress towards elimination and sound disposal of PCBs. While we appreciate the work done by many Parties to eliminate PCBs, we acknowledge that many Parties still have a lot to do, in order to meet the deadlines of the Convention.

The EU and its Member States are determined to step up our efforts to support developing countries to meet the deadlines of the Convention. We are ready to work with all Parties as regards sound management and disposal of waste containing PCBs and to make available our experience and knowledge in order to support achieving the global objective.

We support in principle the decision suggested in document POPS/COP.10/6 but wish to add a few elements which underline the urgency of acting to respect the upcoming deadlines of 2025 and 2028 and which respond to the needs of developing countries. These proposals are presented in our CRP 8.

Item 5(a)(iv): Brominated diphenyl ethers

The European Union and its Member States would like to thank the Secretariat for the report on the evaluation and review of POP-PBDEs listed in the Convention.

We are content that the number of registrations for specific exemptions for production and use of POP-PBDEs is decreasing. This shows that the efforts of Parties to replace them by safer alternatives are bearing fruit. We would like to encourage all Parties to continue those efforts in order to replace all POP-PBDEs by safer alternatives as soon as possible.

The European Union and its Member States can support the adoption of a decision as outlined in document POPS/COP.10/7. However, we suggest strengthening the message of paragraph 4 by replacing “encourages” by “requests” Parties.

MEASURES TO REDUCE OR ELIMINATE RELEASES FROM UNINTENTIONAL PRODUCTION

SC Item 5(b)

The European Union and its Member States would like to thank the Secretariat for the work and would like to express appreciation for the work of the experts on the Toolkit and guidelines and guidance on Best Available Techniques and Best Environmental Practice.

We support the decision outlined in POPS/COP.10/8, but suggest a minor amendment to paragraph 10, where the words “full and complete” should be deleted. The objective is that as many Parties as possible draw up their national inventories, even if they are not full and complete. However, it is clear that all Parties should strive for full and complete inventories.

MEASURES TO REDUCE OR ELIMINATE RELEASES FROM WASTES

SC Item 5(c)

The European Union and its Member States would like to express our appreciation for the work done by the Parties and the Secretariat under the Basel Convention to update and develop the Technical Guidelines as foreseen by Decision BC-14/4.

We support the decision proposed in document POPS/COP.10/9.

IMPLEMENTATION PLANS

SC Item 5(d)

L'Union européenne et ses États membres remercient le Secrétariat pour le rapport et souhaitent souligner l'importance des plans nationaux de mise en œuvre. Nous exhortons toutes les Parties à élaborer ou à mettre à jour leur plan, et à ajouter tout plan manquant ou retardé.

Nous voudrions également remercier le Secrétariat pour le travail effectué afin de réviser les orientations existantes ou en développer de nouvelles, ainsi que pour le soutien concernant le développement du modèle électronique. Nous encourageons toutes les Parties à utiliser les orientations aussi largement que possible afin de mettre pleinement et correctement en œuvre la Convention. En outre, nous sommes reconnaissants au PNUE de soutenir ce travail et de développer le modèle électronique.

Nous approuvons en principe la décision proposée dans le document POPS/COP.10/10, mais nous suggérons une date limite ultérieure pour la soumission des commentaires par les Parties aux paragraphes 3, 4 et 7, c'est-à-dire le 31 octobre 2022 au lieu du 31 août.

LISTING OF CHEMICALS IN ANNEX A, B OR C TO THE CONVENTION

SC Item 5(e)

POPRC: developments for action by the COP

The European Union and its Member States would like to thank the Secretariat for the activities undertaken and the reports provided, including the organisation of the training workshops for new members of the Persistent Organic Pollutants Review Committee and we support the request to the Secretariat to continue organising such workshops since we consider them very useful for the work of the Committee.

We would also like to thank the Secretariat for all the activities carried out to improve participation, openness and transparency in the work of the POPRC. We are confident that those activities will contribute to a better understanding of the Convention in general and in particular of the review process for proposed chemicals.

The European Union and its Member States agree to the confirmation of the appointment of the new experts designated for the Committee.

We would like to thank all outgoing experts for their input to the work of the POP Review Committee. Their contribution and dedication was a very important element in ensuring the successful work of the Committee.

We would also like to thank Mr. Peter Dawson for the very good job he did when chairing the 16th and 17th meeting of the POPRC.

The European Union and its Member States support in principle the adoption of the draft decision as outlined in document POPS/COP.10/11. However, we do not support the fourth paragraph of that decision and prefer instead the alternative paragraph ALT4.

Item 5(e) B. Recommendations on listing of chemicals in Annex A, B or C to the Convention

The European Union supports the listing of PFHxS in part I of Annex A to the Stockholm Convention in line with the POPRC recommendation that no exemptions are needed.

We would like to inform that a process is ongoing in the European Union to restrict the use of all per- and polyfluoroalkyl substances, which are known as PFAS or forever chemicals.

The European Union supports that the COP establishes a process for the identification of substances covered by the PFHxS listing, taking into account the process established for PFOA. Such a list should be an indicative one.

The European Union agrees to the decision suggested in document POPS/COP.10/12 to list PFHxS in part I of Annex A.

The European Union also agrees to the other decision suggested in document POPS/COP.10/12, which complements the decision on listing. However, we suggest an addition to that decision in order to address a recommendation of the POPRC. The suggestion is that the Conference of the Parties should encourage parties, when replacing fire-fighting foams containing PFHxS, to consider the negative environmental, human health and socio-economic impacts of fluorine-based foams, in line with what was done for perfluorooctanoic acid (PFOA), its salts and PFOA-related compounds.

Please find our suggestion outlined in a CRP that we have submitted. We are happy to provide further information and discuss this matter with you.

FINANCIAL RESOURCES AND MECHANISMS

SC Item 5(g)

[Statement following the adoption of the decision in plenary]

L'Union Européenne et ses Etats membres se félicitent de l'adoption de la décision sur le mécanisme financier de la convention de Stockholm. Nous remercions toutes les Parties de leur engagement constructif dans le groupe de contact. Nous nous félicitons que la décision envoie des orientations claires de la Conférence des Parties au Fonds pour l'environnement mondial et identifie clairement nos priorités.

Nous regrettons cependant que la COP n'ait pas pu se féliciter du succès de la 8e reconstitution du FEM. Comme vous le savez, en avril 2022, une annonce commune de plus de 5 milliards de dollars américains par 29 pays a été annoncée dans le cadre du processus de reconstitution du FEM-8. En conséquence, le financement du FEM augmentera de près de 30 % par rapport à son dernier cycle de fonctionnement de quatre ans.

REPORTING PURSUANT TO ARTICLE 15

SC Item 5(h)

L'Union européenne et ses États membres souhaitent remercier le Secrétariat pour le travail accompli afin d'améliorer les rapports et soutenir tous les travaux ultérieurs visant à faciliter les rapports, à augmenter le taux de notification et à améliorer la qualité des rapports.

Nous tenons à souligner l'importance de l'établissement de rapports, en particulier cette année où les Parties doivent remettre leur cinquième rapport national. L'établissement de rapports est une source cruciale de données pour le fonctionnement de la Convention, notamment pour l'évaluation de l'efficacité.

L'Union européenne et ses États membres appuient la proposition de décision sur l'établissement de rapports présentée dans le document POPS/COP.10/16. Cependant, nous suggérons un amendement mineur au paragraphe 3 de cette décision, qui devrait se lire « Prie instamment les Parties de soumettre leur cinquième rapport national au Secrétariat avant le 31 août 2022, aussi **complet que possible** et dans les délais ».

EFFECTIVENESS EVALUATION

SC Item 5(i)

L'Union européenne et ses États membres tiennent à remercier le Secrétariat, le comité d'évaluation de l'efficacité, les groupes d'organisations régionales, le groupe de coordination mondiale, le groupe d'experts sur le DDT, le petit groupe de travail intersessions sur les PCBs et les experts sur l'Outil et sur les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales pour le travail accompli afin de soutenir la mise en œuvre effective de la Convention et leur contribution à l'évaluation de l'efficacité. Nous continuerons à contribuer à ce travail important.

Nous soutenons le projet de décision présenté dans le document POPS/COP.10/17.

COMPLIANCE

SC Item 5(j)

L'Union européenne et ses États membres tiennent à souligner l'importance d'un mécanisme efficace de contrôle du respect de la Convention de Stockholm.

C'est pourquoi nous nous efforcerons de parvenir à un accord sur ce mécanisme de contrôle du respect au cours de cette Conférence des Parties.

Considérant que nous étions presque parvenus à un accord lors de la 6ème Conférence des Parties, nous suggérons de proposer ce texte pour adoption durant cette réunion. S'il n'est pas possible de parvenir à un accord sur ce texte, ce texte devrait servir de base à nos délibérations ultérieures.

L'expérience des 7e et 8e Conférences des Parties a montré que les autres approches pour faire avancer la discussion se sont avérées inefficaces.

Compte tenu de l'état d'esprit positif des parties, nous espérons pouvoir obtenir un compromis acceptable pour tous, nous sommes favorables à la poursuite des discussions détaillées au sein d'un groupe de contact.